



Du Revenu Universel d'Activité à la revalorisation du travail pour sortir de la pauvreté Les propositions CGT

Préambule

Poursuivant son offensive libérale, Le gouvernement souhaite mettre en place un dispositif « plus simple et novateur », baptisé : revenu universel d'activité -RUA- après avoir réformé l'assurance chômage, faisant 1,2 millions de perdants.

L'objet consiste à remplacer certaines allocations et aides sociales (revenu de solidarité active-RSA-, prime activité, Allocation personnalisée logement-APL-, Allocation Adulte Handicapé-AAH-, allocation spécifique de solidarité -ASS-) en les regroupant dans une prestation unique. Au-delà des ajustements techniques qui vont faire toute la différence pour les plus démunis d'entre nous, nous dénonçons la destruction de notre système de protection sociale et l'affirmation par nos dirigeants d'un projet de société purement méritocratique visant le contrôle des plus précaires, a contrario de ce que la CGT porte en terme de solidarité.

Cette future réforme cumulée avec celle de l'assurance chômage et celle des retraites (à venir) dessinent un nouveau modèle social pour la France, mélangeant allègrement les principes et les financements relevant de la sécurité sociale avec ceux de l'aide sociale, cotisations et impôts, salaire socialisé redistribué via les allocations et solidarité envers des publics vulnérables nécessitant le versement d'une aide ponctuelle ou durable de la part de la collectivité.

Ce nouveau modèle, côté salaire socialisé et donc sécurité sociale, est celui d'une protection minimale contre les risques de l'existence impliquant une diminution des prestations pour privilégier le recours à des assurances privées, les seules susceptibles d'assurer une sécurité sociale digne de ce nom mais forcément discriminatoire puisque basée sur les revenus.

Côté aides sociales la fusion d'un ensemble d'aides et allocations d'un montant pour le moment non défini, risque de faire quelques gagnants mais surtout beaucoup de perdants. C'est en tout cas ce que l'on peut imaginer, quand on regarde la Grande-Bretagne qui, dès 2013, a fusionné des allocations pour créer un « universal credit ». Le résultat ? Une hausse du non-recours, avec seulement 10 % des allocataires potentiels qui touchent ce « crédit » et une augmentation de la pauvreté dans les zones de mise en œuvre de l'expérimentation...

Rappel

Est considéré comme pauvre tout individu vivant dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur à 60% du niveau de vie médian (1 015€ par mois pour une personne isolée en 2015). Cela représente 14,2% de la population et 8,8 millions de pauvres. Ce taux monte à 19,8% pour les moins de 18 ans, autrement dit 1 enfant sur 5. En France 1/3 des personnes en-dessous du seuil de pauvreté sont des salariés

LES PROPOSITIONS CGT

Ce n'est pas du tout ce monde-là que veut construire la CGT.

Pour nous, il faut **revaloriser le travail** ; c'est-à-dire son sens, son contenu, sa rémunération en le transformant et par une autre répartition des richesses.

Pour nous, il s'agit de **gagner une sécurité sociale de santé et professionnelle** digne du 21^{ème} siècle.

Pour nous, il s'agit d'**éradiquer la pauvreté**.

C'est le sens des propositions chiffrées contenues dans ce document.

1. Revaloriser le travail

Aujourd'hui le travail est gouverné par la nécessité et non par sa finalité. La conséquence, c'est que les hommes et la planète sont considérés comme des ressources à exploiter.

La CGT veut rompre avec cette pensée destructrice.

Elle veut agir avec tous les travailleurs pour stopper leur mise en concurrence et transformer le travail afin de s'y épanouir et de lui donner un nouveau sens et un nouveau contenu.

La CGT revendique la revalorisation du SMIC à 1 800€ brut lors de la 1^{ère} embauche, sans diplôme et sans qualification reconnue.

Le SMIC doit être le point de départ de toute grille salariale et de traitement ; il doit également être un outil pour obtenir l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. Aucun minimum de branche, aucune grille de la fonction publique ne doit être en-dessous du Smic.

Propositions CGT

TRANSFORMER le travail

REVALORISER le SMIC à 1 800 € brut salaire de 1^{ère} embauche sans diplôme et sans qualification reconnue

2. Gagner une sécurité sociale de santé et professionnelle

Revaloriser le travail passe également par la construction d'un nouveau statut du travail salarié (NSTS). Ce nouveau statut concerne l'ensemble du salariat et permet de garantir collectivement, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, des droits individuels cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise ou administration à l'autre, d'une branche à l'autre, opposables à tous les employeurs publics ou privés.

Assurer un revenu de remplacement décent en cas de chômage

L'instauration d'une sécurité sociale professionnelle telle que nous la concevons vise à combattre la notion même de licenciement et les situations de chômage. En revendiquant la préservation ainsi que la continuité des droits des salariés même lorsque leur emploi est supprimé, nous visons la suppression pure et simple du chômage tel qu'il est aujourd'hui conçu et organisé.

La mise en œuvre de cette revendication, nécessite de continuer à assurer des conditions d'existence dignes pour tous les privés d'emploi dès maintenant.

Le renforcement des services publics : un meilleur accompagnement pour lutter contre la précarité et le non-recours aux droits

Garantir l'accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous passe par le renforcement des mesures d'accompagnement existantes avec des personnels qualifiés (administratifs, sociaux et médico-sociaux) et par une aide dans l'utilisation des outils informatiques. La suppression programmée de 2100 salariés CAF d'ici 2022, 800 conseillers pôle emploi et de 70 000 fonctionnaires, notamment dans la fonction publique territoriale, qui est au cœur du dispositif de proximité, répond au diktat de la finance mais pas aux besoins urgents des populations.

Pour lutter contre le non-recours aux droits et pour accompagner chacun vers une sortie de la précarité, il faut :

- ⇒ Renforcer l'exigence de personnels qualifiés et reconnus, capables d'assurer un contact humain nécessaire à l'accueil et l'orientation de tous les publics
- ⇒ Préserver un maillage territorial de proximité : les réformes successives risquent de provoquer l'abandon de certains territoires, la marginalisation des populations les plus fragiles générant de la violence sociale.

Propositions CGT

Un NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIE

RENFORCER l'exigence de personnels qualifiés et reconnus

PRESERVER un maillage territorial de proximité

3. Eradiquer la pauvreté

Agir immédiatement :

REAFFIRMER LE DROIT A UN REVENU DE REMPLACEMENT DECENT à tous ceux qui sont privés d'emploi (actuellement, seul 1 privé d'emploi sur 2 est indemnisé, une fois les nouvelles mesures entrées en vigueur au 1^{er} novembre 2019, ce sera sans doute 1 sur 3)

CRÉER un revenu de remplacement à un niveau décent.

ATTRIBUER un revenu d'insertion équivalent à 80 % du Smic dès la sortie de la formation initiale lors de la recherche du 1^{er} emploi.

L'automatisme des prestations, solution contre le non-recours.

Le rôle de l'Etat n'est pas seulement de mettre à disposition des prestations sociales pour les citoyens, mais de faire en sorte que chacun puisse accéder aux prestations auxquelles il a le droit. On parle effectivement de droit et non de charité.

Cela varie fortement selon les prestations ; mais, les premières estimations montrent qu'un tiers des ménages ne perçoit pas les prestations dues. En 2011, plus de 10 milliards d'€ n'ont pas atteint leurs bénéficiaires. Désormais, le gouvernement mise même sur le non-recours et remet en cause certaines prestations lorsque le recours y est trop important.

Pourtant, si ces 10 milliards étaient versés, cela pourrait donner un coup de pouce à la croissance, le coût net pour les finances publiques serait divisé par deux ; il est donc possible de faire une vraie mesure sociale pour un coût inférieur à la suppression de l'ISF. Mais cela n'est qu'une question de choix politique !

L'automatisme suppose que l'état dispose d'informations sur la situation de chacun. Cela ne ferait pas pour autant de l'Etat une sorte de "big brother" : actuellement, l'administration fiscale détient déjà un nombre important d'information sur les citoyens. L'utilisation de ces données devrait être encadrée (surveillance des acteurs, impossibilité de divulguer les informations, notamment à des entreprises privées, etc).

Proposition CGT

AUTOMATICITE des prestations

Leurre du « big bang » du système de protection sociale

Un des arguments du gouvernement en faveur du RUA est la complexité de notre système de protection sociale. La volonté de « remise à plat » avancée par la ministre Buzyn est, à notre sens, un dangereux glissement sémantique qui pourrait, à terme, justifier une réduction des prestations sous couvert de plus grande efficacité.

La complexité invoquée résulte en réalité de la complexité des situations individuelles. Rien de commun entre un adulte handicapé en situation d'invalidité, un retraité touchant les APL ou un parent isolé au RSA.

Pour la CGT, il est nécessaire de maintenir le principe 1 allocation pour 1 besoin spécifique. L'enjeu n'est pas tant la complexité du système que de donner les moyens (notamment humains) pour accompagner les bénéficiaires dans l'accès aux droits. L'automatisme des prestations est par ailleurs un vecteur de réduction de la complexité, si l'objectif du gouvernement est bel et bien de lutter contre la pauvreté.

Proposition CGT

MAINTENIR le principe 1 allocation pour 1 besoin spécifique

SIMPLIFIER l'accès à notre système de protection sociale en renforçant l'accompagnement des allocataires

**Le pognon existe
Sur le 2^{ème}
trimestre
2019, 44
milliards
d'euros ont
été versés
aux
actionnaires**

La responsabilité du capital dans la pauvreté

Pour la CGT, l'enjeu de la pauvreté est d'abord celui de l'accès à l'emploi. C'est parce que le système économique que défend ce gouvernement est incapable de fournir suffisamment de travail à tous que la pauvreté continue d'augmenter. Sans politique industrielle et salariale forte, le problème ne pourra être traité qu'à la marge. **La solidarité nationale ne peut servir indéfiniment de béquille à l'inefficacité de notre système économique.**

Enfin, la pauvreté est aussi et surtout une question de redistribution. Le « ruissellement » n'existe que dans la tête des classes dirigeantes. La meilleure manière de réduire la pauvreté à court terme reste encore de mieux répartir les richesses. Ce n'est semble-t-il pas l'orientation du gouvernement, qui accompagne plutôt les riches dans l'expansion de leur patrimoine.

Augmenter le RSA ? Quelques éléments de chiffrage:

Automaticité du RSA

Le RSA a coûté en 2018 10,9 milliards d'euros aux départements. Considérant un taux de non-recours de 35% (une étude de l'ODENORE de 2016 le chiffre à 36%, on peut imaginer que cela a baissé car la prestation est de plus en plus connue), avec l'automaticité le RSA coûterait 16,8 Milliards, soit un surcoût de 5,9 Milliards d'euros.

Il s'agit ici du coût brut. Une fois que l'on prend en compte le surplus de croissance que cela induirait ainsi que les rentrées fiscales sur cette croissance, **le coût net se situe entre 1,9 et 3 milliards selon l'hypothèse de croissance retenue.**

Augmentation du RSA au seuil de pauvreté

Si à l'automaticité du RSA est joint son augmentation au niveau du seuil de pauvreté, le surcoût brut se chiffre à environ 18 milliards d'euros, c'est-à-dire 2 milliards de moins que la baisse des cotisations annuelle accordées aux entreprises (ex CICE). Une fois que l'on prend en compte le surplus de croissance que cela induirait, ainsi que les rentrées fiscales sur cette croissance, **le coût net se situe entre 5,7 et 9 milliards** selon l'hypothèse de croissance retenue.

A titre de comparaison la suppression de l'ISF représente un manque à gagner annuel de plus de 3 milliards d'euros aux finances publiques tandis que le CICE et sa pérennisation vont coûter plus de 20 milliards chaque année. L'enjeu ici est tout de même de sortir 1,9 millions de foyers de la pauvreté.

Agir pour le futur :

Le gouvernement minimise l'efficacité de notre système de protection sociale. Sans redistribution, le taux de pauvreté serait de 22% contre 14% après redistribution (Source : Observatoire des Inégalités). Les allocations réduisent le nombre de pauvres de **5 millions de personnes**. Ce dont nous avons besoin n'est pas une remise à plat mais une extension et une amélioration de ce système.

La pauvreté ne tombe pas du ciel ; elle est le résultat des défaillances de notre système économique. Trois leviers permettront de durablement éradiquer la pauvreté.

- Des investissements ambitieux pour viser le plein-emploi

- Un meilleur partage du travail par la réduction du temps de travail et le passage à 32h/semaine
- Une revalorisation du travail, passant par une augmentation générale des salaires

Il est possible de travailler tous, mieux et moins.

Le « big bang » de la protection sociale prôné par le gouvernement est un vieux rêve libéral. Un revenu minimal est versé à chaque individu, qui ne pourra s'en prendre qu'à lui-même s'il connaît des difficultés ensuite. Les conditions du versement ? Des obligations inacceptables, telles que la recherche d'emploi, l'acceptation d'offres d'emploi dégradés, tout sauf raisonnables... Le RUA dans sa forme actuelle est la porte d'entrée à la destruction systématique de nos solidarités.

Nos propositions pour sortir de la pauvreté s'articulent essentiellement autour du travail. Pour sortir de la précarité il faut assurer des revenus décents et mais aussi l'effectivité d'un certain nombre d'autres droits :

- Le **droit à l'accompagnement** : l'accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous passe par le renforcement des mesures d'accompagnement existantes avec des personnels qualifiés. Alors que le RUA permet de faire des économies d'échelle en fusionnant les services affectés à la gestion de la prime d'activité, du RSA et des APL, entraînant des suppressions de postes, il faudrait au contraire renforcer l'accompagnement des allocataires.
- Le **droit à l'éducation et à la formation permanente** pour une formation émancipatrice tout au long de la vie. Il faut renforcer les moyens pour garantir un droit à l'éducation sans discrimination pour tous les enfants et rendre la formation professionnelle accessible à toutes et tous, réalisée sur le temps de travail et rémunérée comme tel. L'élévation du niveau de formation permet à chacun d'accéder plus facilement à l'emploi et surtout à l'emploi de leur choix.
- Le **droit au logement** pour toutes et tous sans discrimination de nationalité ou de situation sociale : aujourd'hui, un quart des SDF sont des salariés, bien souvent en emplois précaires. Pour mettre fin à cette situation dramatique, l'Etat doit continuer de financer le logement social et mettre fin à sa politique de remise en cause de la solidarité nationale en la matière (exemple : loi Elan).
- Le **droit à l'énergie** : son accès doit être garanti pour toutes et tous sur tout le territoire pour lutter contre la précarité qui a de graves conséquences sanitaires, sociales et sécuritaires.
- Le **droit à la culture et au sport** pour permettre à chacun de s'émanciper. Droit qui ne peut être rendu effectif que par des dispositifs de gratuité et/ou d'aménagements tarifaires.
- Le **droit aux transports** : les coûts de transport des plus pauvres doivent être intégralement pris en charge, pour garantir l'effectivité de tous leurs autres droits (accéder à l'éducation et aux soins, trouver un travail,...)
- **Inclusion bancaire et lutte contre le surendettement.** Il est nécessaire de faciliter l'accès aux services bancaires, qui font partie de la vie courante, et de mieux accompagner les plus pauvres dans leurs démarches, pour éviter le surendettement ou en sortir plus facilement.

[Plan pauvreté](#)